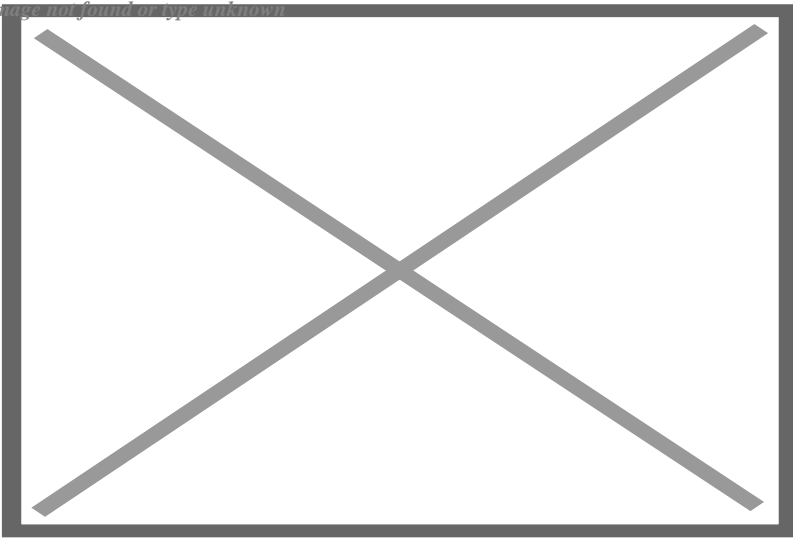


Une nouvelle prison au Salvador, pour les fonctionnaires corrompus

Image fond de type unknown



Par Roberto Morejón

Le président du Salvador, Nayib Bukele, a achevé ses quatre années de mandat dans un contexte paradoxal : ses détracteurs sont de plus en plus nombreux, tandis que les citoyens se félicitent de la baisse du taux d'homicide.

Alors qu'il entame sa dernière année de mandat, ce dirigeant féru de médias sociaux présente son principal triomphe comme la confrontation incessante avec les membres de gangs.

Soutenues par une interminable prolongation de l'état d'urgence, appuyée par le Congrès contrôlé par le parti au pouvoir, les autorités ont accumulé le chiffre effrayant de 69 000 arrestations, toutes criminelles, selon le discours du gouvernement.

Cependant, ce que le gouvernement salue comme une conquête passionnée est perçu par les secteurs d'opposition et les organisations de défense des droits de l'homme à l'intérieur et à l'extérieur du Salvador comme une offensive impitoyable, sans maquillage.

Un rapport radical de l'organisation non gouvernementale Cristosal a assombri le quatrième anniversaire de l'ordonnance du chef de l'État.

Le document révèle qu'au moins 160 détenus sont morts en garde à vue et identifie des schémas de décès décrits comme des actes de torture.

Au milieu de la marche frénétique contre les criminels, dont les photos dans une super-prison construite à cet effet provoquent un choc, une nouvelle croisade sera lancée.

Cette fois, ce sera contre la corruption, a annoncé Bukele, qui a déclaré qu'il allait ordonner la construction d'une autre prison.

Avec ces cartes en main et l'annonce d'une loi de réduction des municipalités, qui pourrait en principe toucher l'opposition, le président se prépare à lutter pour sa réélection, remise en cause par ses concurrents.

La Fondation d'Études pour l'Application du Droit a déclaré que la décision autorisant la candidature de Bukele à la réélection manque de légitimité, car elle est interdite par la Constitution.

On ne sait pas encore comment le dirigeant explique les chiffres fournis par une enquête de la Banque centrale de réserve, qui montre que la pauvreté a augmenté au Salvador en 2022, avec 26,6 % de familles pauvres, soit 2 % de plus qu'en 2021.

Dans un pays où les citoyens ont massivement rejeté l'adoption par le gouvernement du bitcoin comme monnaie, il ne semble pas que Bukele puisse faire de l'économie le rempart de son administration.

Se concentrer sur la lutte contre les gangs comme thèse principale semble être une arme à double tranchant qui l'obligera à éviter d'innombrables accusateurs.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/324569-une-nouvelle-prison-au-salvador-pour-les-fonctionnaires-corrompus>



Radio Habana Cuba